

Introduction

Les actes publiés dans ce volume correspondent au colloque organisé par l'unité mixte de recherche CNRS France Méditerranée Espagne Amérique (FRAMESPA) de l'université Toulouse II Jean-Jaurès avec le concours des universités Champollion – campus d'Albi – et Toulouse I Capitole en octobre 2019, à l'occasion du 80^e anniversaire de la défaite de la République espagnole qui entraîna alors l'arrivée en France d'un demi-million de réfugiés républicains. Début 1939, ces exilés espagnols fuyaient une Espagne désormais franquiste, assoiffée de vengeance à l'égard de celles et ceux qui avaient incarné l'espoir démocratique, laïc et, pour certains, autonomiste.

Les avancées démocratiques, l'affranchissement d'une monarchie décadente et d'une Église complice des inégalités et des injustices les plus criantes étaient arrivés en Espagne au plus mauvais moment : les années 1930 où l'Europe se préparait au pire. Répétition générale d'une guerre mondiale inévitable, l'Espagne devint le théâtre d'expérimentations diverses. L'interruption du projet démocratique par un coup d'État militaire, puis une guerre civile et internationale de près de trois ans poussa une partie des sympathisants républicains (dont la plupart des élites intellectuelles et artistiques) à un exil de près de quatre décennies et, pour beaucoup, à une mort hors du pays qui les avait vus naître et auquel ils avaient cru par idéal républicain ou révolutionnaire.

La guerre d'Espagne et l'exil républicain marquent le xx^e siècle à feu et à sang. Première guerre filmée, photographiée et relayée par tous les médias mondiaux, premier exil « en direct », le sort de l'Espagne et des vaincus, des exilés « parqués » dans des camps de concentration au pays qui donna naissance à la liberté et aux droits de l'Homme, marque à jamais les esprits. Ce long exil a été étudié sous tous ses angles, dans les domaines de recherche les plus variés, bien au-delà de l'histoire contemporaine. La période que nous abordons inclut toute la durée de l'exil jusqu'à la mort de Franco et la transition démocratique qui s'ensuit. Nous assumons ce cadre temporel de l'exil entre 1939 et 1975. Bien que certains exilés aient pu rentrer au pays avant la fin du franquisme, les retours de *Pasionaria*, Rafael Alberti, Josep Tarradellas, Santiago Carrillo..., après l'agonie du dictateur, marquent eux aussi les esprits et semblent clore symboliquement la période de l'exil républicain.

Bien évidemment, les publications scientifiques sur ces exils (ils sont pluriels, à l'image de l'Espagne et des idéologies persécutées par le franquisme) sont innombrables. Nous ne souhaitons donc pas faire un colloque supplémentaire sur la période. Pour la commémoration du 80^e anniversaire de l'anéantissement de la Seconde République espagnole, nous voulions au contraire dresser des perspectives et un premier bilan historiographique de la période afin de savoir où nous en sommes aujourd'hui dans l'étude

des exils espagnols de 1939. Pour cela, nous avons fait appel à un comité scientifique incluant des collègues référents, à l'autorité scientifique indiscutable¹.

Nous avons reçu un grand nombre de propositions de communication pour le colloque qui s'est tenu du 8 au 10 octobre 2019 entre Albi et Toulouse. Le comité scientifique a fait un important travail de sélection qui a permis la tenue d'un colloque d'envergure et de grande qualité scientifique, nous semble-t-il. Par ailleurs, la résonance d'un tel sujet dans un territoire comme l'Occitanie, où tant d'exilés ont pris racine en y fondant leur famille, a permis à notre manifestation d'avoir une grande répercussion médiatique et un succès public rare pour les colloques universitaires. Ainsi, plus de 200 personnes (étudiants et autres) ont rempli l'auditorium Michel-Cohou de l'INU Champollion d'Albi pour la première journée. À Toulouse, à la maison de la recherche de l'université Toulouse - Jean Jaurès, ce même nombre de 200 personnes a été atteint lors des journées suivantes.

L'ouvrage que nous éditons aujourd'hui repose sur une sélection des contributions présentées. Il suit dans une large mesure la structure thématique du colloque qui invitait les chercheurs à s'interroger sur le bilan et les recherches à venir sur une période allant de l'avant-guerre au début de la transition en Espagne.

Dans ce type d'exercice universitaire, il convient de s'attarder sur l'état de la question. Il nous a semblé ici préférable de laisser cette tâche indispensable à une des grandes spécialistes de la question en France, Geneviève Dreyfus-Armand.

En effet, dans le texte de sa conférence inaugurale, elle dresse un solide bilan historiographique de l'exil républicain espagnol. Elle s'interroge sur les causes du caractère tardif de cette historiographie, en décrivant notamment l'impact des contextes mémoriels tant en Espagne qu'en France, et analyse les principales étapes des productions scientifiques consacrées à cet objet d'étude.

Dans la première partie, « Avant-guerre et guerre d'Espagne : une révision historiographique ? », Sergio Sánchez Collantes (Universidad de Burgos) aborde le traitement historiographique de l'émigration républicaine espagnole précédant la guerre d'Espagne, à travers les Espagnols ayant quitté leur pays pour des raisons politiques sous le règne d'Alphonse XIII et notamment la dictature de Primo de Rivera. Les liens entre les exilés d'avant-guerre, notamment en France, avec les exilés de 1936-1939 permettent de mieux comprendre certaines caractéristiques des exils républicains d'après 1936. Pierre Salmon (ENS Ulm) s'intéresse quant à lui au bilan historiographique qu'il est possible d'établir autour de la vente d'armes à la République espagnole par les puissances étrangères, au-delà de la non-intervention franco-britannique. Nathan Rousselot

1. Le comité scientifique était composé d'Alicia Alted Vigil (UNED), Jean-Pierre Amalric (université Toulouse – Jean Jaurès, association Présence de Manuel Azaña), Manuela Aroca Mohedano (Universidad Carlos III et Fundación Francisco Largo Caballero), Manuel Aznar Soler (Universitat Autònoma de Barcelona, GEXEL), Geneviève Dreyfus-Armand (CERMI), François Godicheau (FRAMESPA, université Toulouse – Jean Jaurès), Célia Keren (Sciences Po Toulouse), Maria Llombart Huesca (université Paul-Valéry-Montpellier), José Martínez Cobo, Mónica Moreno Seco (Universidad de Alicante), Gonzalo Pasamar Alzuria (Universidad de Zaragoza), Aránzazu Sarria Buil (université Bordeaux-Montaigne), Scott Soo (University of Southampton), Álvaro Soto Carmona (Universidad Autónoma de Madrid) et Mercedes Yusta Rodrigo (Université Paris 8). Nous avons également compté sur l'aide de nos collègues Elodie Das Neves Valente et Vincent Marin de l'INU Champollion qui ont assuré une partie du secrétariat du colloque.

(université de Nantes), lui, aborde la question des « indésirables », et de la construction de cette figure du « rouge indésirable », dès 1936, par les consuls et les diplomates du quai d'Orsay. Ce n'est donc pas à partir de 1939 que se met en place le fantasme de l'arrivée massive de « hordes rouges », mais bien en 1936 que le discours anti-réfugié espagnol se propage dans les sphères diplomatiques.

Lors du deuxième axe, « Premier exil en France et Seconde Guerre mondiale », Loreto Urraca traite le cas de Pedro Urraca, agent de la police franquiste dans la France occupée qui, en collaboration avec la Gestapo, traque les exilés républicains (dont Manuel Azaña, Julián Zagazagoitia, Francisco Cruz Salido et Lluís Companys) pour les livrer à Franco. Loreto Urraca, petite-fille de Pedro qu'elle a à peine connu, a enquêté sur les pas de son sinistre aïeul pour reconstituer et illustrer la collaboration franquiste et nazie dans la capture d'exilés espagnols ayant rejoint la Résistance. Diego Gaspar Celaya (Universidad de Zaragoza) s'intéresse ici au « résistancialisme » et à la construction du mythe de « *La Nueve* ». Si des travaux d'historiens ont permis dans les années 1990 de sortir de l'oubli le rôle des étrangers dans la libération de la France, notamment des Espagnols, « *La Nueve* » a été parfois mythifiée, voire réinterprétée par des travaux de divulgation. De son côté, Gemma Caballer (CEHI, Universitat de Barcelona) propose de revenir sur l'aide humanitaire accordée aux réfugiés espagnols. Furent-ils réellement « invisibles » ? Le rôle de Josep Maria Trias Peitx, leader d'*Unió Democràtica de Catalunya* en exil depuis 1939 et à l'origine de plusieurs initiatives méconnues dans l'assistance aux réfugiés, fut capital dans la reconstruction de villages partiellement abandonnés dans le département du Tarn pour que des populations déplacées puissent s'y installer. Rocío Negrete Peña (UNED) dresse quant à elle un bilan historiographique dans la perspective du genre. Elle propose de revenir sur l'exil des femmes, accompagnées ou non d'enfants, et qui, ayant eu des responsabilités politiques ou non, vécurent l'exil comme une migration forcée à la chute de la république.

Dans le troisième bloc, « Histoire(s) de l'exil : activisme politique et syndical », Eduardo Tamayo Belda (Universidad Autónoma de Madrid) s'intéresse à l'exil républicain dans un pays peu étudié à ce sujet : le Paraguay. L'exil républicain n'y fut pas massif et cet État isolé d'Amérique du Sud est rarement l'objet d'étude dans ce domaine, mais le profil de certains de ces exilés mérite que l'on s'y intéresse ainsi qu'à l'ensemble de la communauté espagnole issue de l'exil républicain dans cette « île entourée de terre ». Quant à Emilio La Parra (Universidad de Alicante), il offre un bilan historiographique des biographies de personnalités politiques de premier plan de la République espagnole. Des travaux qui ont connu des évolutions au fil des temps et dont des études récentes ont mis à jour de nouveaux aspects biographiques de certaines de ces personnalités. Dans son article, « Exilés et émigrés : activisme politique et syndical », José Martínez Cobo s'emploie à mesurer l'importance historique du premier congrès en exil du PSOE en France, célébré le 24 septembre 1944. Il propose pour cela une description détaillée de cet événement ainsi qu'une réflexion critique autour des différentes interprétations historiographiques relatives à ce congrès. Ángel Herrérin (UNED) s'intéresse à la CNT et aux dernières publications sur l'exil des anarchistes à l'issue de la guerre d'Espagne. Manuel Simón (Fundación Francisco Largo Caballero) propose quant à lui un focus sur les organisations syndicales d'obédience socialiste parmi les Espagnols travaillant en Europe occidentale dans les années 1960. Sébastien

Farré (université de Genève) réfléchit à la convergence politique entre exilés politiques et immigrés économiques en Suisse dans les mobilisations antifranquistes. Sebastián Reyna Fernández cherche à évaluer l'ampleur de la contribution des exilés espagnols dans la résolution de la question sociale par le développement et la généralisation de la coopération dans le monde du travail des pays d'accueil. Pour cela, il dessine les contours de la doctrine du coopératisme et analyse les différentes facettes de son déploiement au sein de plusieurs aires géographiques.

« L'Exil dans la création artistique » constitue la quatrième partie de notre volume. Ricardo Tejada (université du Mans) s'intéresse au film *Los paraísos perdidos* de Basilio Martín Patino et au traitement de l'exil qui y en est fait en 1985, date de sortie de ce long-métrage. Amelia Meléndez Táboas (Universidad de Nebrija) évoque le rôle de Mercedes Comaposada Guillén, l'une des co-fondatrices de « *Mujeres libres* », dans l'introduction auprès de Picasso de son conjoint, le sculpteur Baltasar Lobo, dès leur arrivée à Paris en 1939. Pour sa part, Inmaculada Real López (Universidad Complutense de Madrid) réfléchit aux musées en lien avec l'exil et/ou les exilés (artistes, hommes politiques...) et à leur évolution muséale. Agathe Dapy (université Toulouse - Jean Jaurès) s'intéresse au « dépassement de l'exil par les arts » grâce à un focus sur Francisco Bajén et Martine Vega, installés dans le Tarn. Tous deux exilés, ils développent leur art dans cette région de l'Occitanie, fruit de multiples rencontres intellectuelles et artistiques forgées par l'exil, jusqu'à l'ouverture de leur propre musée dans le village de Monestiés.

Le dernier chapitre, « De l'exil à la transition : mémoires et histoire », commence par un texte de Guadalupe Adámez Castro (Universidad de Alcalá de Henares) qui s'intéresse aux « ego-documents » dans la récupération de la mémoire des exilés et de leurs descendants. Au-delà de l'histoire personnelle d'un exilé ou d'une exilée qui permet à son auteur d'appartenir à cette histoire, ces documents n'ont pas toujours constitué un matériel intéressant pour les historiens. L'autrice propose donc de réfléchir à l'utilité de ces témoignages (lettres, récits, autobiographies...). Anélie Prudor (université Toulouse - Jean Jaurès) a choisi quant à elle de se pencher sur les associations mémorielles de part et d'autre des Pyrénées et à une hypothétique mémorialisation transfrontalière de la guerre d'Espagne. Dans son article « "*He sido feliz y soy feliz*". El legado de libertad y transgresión de Victorina Durán », María Isabel Menéndez Menéndez s'intéresse à cette artiste polyvalente, l'une des fondatrices du *Lyceum Club femenino* de Madrid, plus tard directrice des théâtres Colón et Cervantès de Buenos Aires pendant son exil argentin. Camarade des *Sinsombreiro*, Victoria Durán n'a toutefois pas fait l'objet des mêmes honneurs que ses collègues plus connues (Rosa Chacel, Maruja Mallo...), c'est un tort. Il faut attendre 2018 et la publication de ses mémoires en trois volumes grâce au travail d'Idoia Murga et Carmen Gaitán pour que ce manque soit réparé. Carole Viñals (université de Lille) propose un focus sur Clara Campoamor et sa figure féministe et transnationale qui, après une période de relatif « oubli », est redevenue incontournable et égérie des féministes contemporaines. Eve Fourmont-Giustiniani (Aix-Marseille université) s'intéresse à une autre républicaine de la première et dernière heure : Victoria Kent. New-Yorkaise depuis le début des années 1950, Victoria Kent ne revient pas en Espagne après la mort du dictateur. Elle y fait des séjours, très médiatisés, mais son républicanisme intact est loin de faire les affaires

des forces politiques qui scellent un pacte constitutionnel autour de la monarchie et du roi Juan Carlos. Finalement, Jesús Movellán (Universidad de Cantabria) évoque le combat politique des derniers partisans d'une restauration de la république pendant la transition démocratique, alors que les principaux partis antifranquistes (PCE et PSOE) avaient accepté la monarchie parlementaire comme consensus démocratique avec les ex-franquistes partisans de l'ouverture démocratique.

En conclusion, François Godicheau (université Toulouse - Jean Jaurès) nous livre une étude de l'historiographie de l'exil espagnol. Dans sa réflexion, l'auteur explore les complexités méthodologiques de l'écriture de l'histoire contemporaine et de l'histoire du temps présent. Il condamne certaines dérives historiographiques fondées sur une lecture linéaire du passé et sur une histoire écrite en fonction du présent et y oppose une histoire critique, mettant en lumière les imaginaires sociaux et inscrivant les rhétoriques politiques dans leur contexte.

Nous avons souhaité clore notre ouvrage par un article au contenu plus personnel du professeur Antonio Elorza. Dans ce récit, aux élans autobiographiques, l'auteur identifie et analyse les grandes étapes de l'exil à la lumière de nombreux entretiens personnels réalisés pendant cette période avec des figures anarchistes, socialistes et nationalistes basques exilées.

Bruno Vargas
Michel Martínez Pérez

Albi/Toulouse, le 30 novembre 2022